

Révolution Sociale



**Bulletin des étudiants en travail
social du NPA**

contact-jeunes@npa2009.org

**Non aux coupes budgétaires dans les services publics !
De l'argent pour l'éducation, la santé et le social!
Tous en grève les 11 et le 25 juin prochain!**

Le gouvernement de François Hollande n'a de cesse de s'illustrer par sa politique pro-patronale et par les nombreuses attaques qu'il mène à l'encontre des acquis sociaux des jeunes, des travailleurs et des classes les plus populaires. Sous prétexte de crise économique, il ne cesse de nous rabâcher la nécessité de se serrer la ceinture, de participer à l'effort collectif. Les mesures d'austérité se succèdent au détriment des intérêts de la grande majorité de la population et les conditions de vie et de travail se dégradent quotidiennement pour chacun d'entre nous.

La crise oui... mais pas pour tout le monde !

Il y a quelques semaines, alors que les classes sont surchargées de la maternelle à l'université faute d'enseignant, et que le manque de personnel dans les hôpitaux empêche d'accueillir tous les malades dans le besoin, un plan de restriction budgétaire de plusieurs millions d'euros pour les services publics de la santé et de l'éducation a été annoncé.... En revanche, pour les grands patrons, de l'argent il y en a toujours et ceux-ci ne cessent de bénéficier de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et des nombreuses aides financières de l'état. La preuve, il n'y a jamais eu autant de millionnaires en France, et les dividendes des actionnaires des entreprises du Cac40 battent tous les records. De la même manière, le gouvernement a annoncé récemment une augmentation de 3,8 milliards d'euros du budget des armées afin de pouvoir financer l'achat de nouvelles armes de guerre mais surtout de préparer de nouvelles interventions militaires sur les territoires d'Afrique et du Moyen Orient. Sous prétexte de défense de la démocratie, c'est avant tout la protection des intérêts économiques des capitalistes français implantés dans ces régions (Areva, Bouygues) qui conduit François Hollande à envoyer des troupes au Mali, en Centrafrique ou en Lybie et à dépensé des milliards d'euros des opérations militaires sanglantes.

Réforme du collège, coupes budgétaires, remaniement des 35 heures... Y'en a assez !

Mais face à cette situation, les travailleurs ne restent pas sans réagir ! Au cours des derniers mois, de nombreuses luttes ont eu lieu que ce soit dans les entreprises privées, à Radio France, chez les routiers et plus récemment, dans la fonction publique. Dans tous les secteurs, les salariés tentent de résister à la casse de leurs acquis sociaux et aux conditions de travail déplorables qu'on cherche à leur imposer. Des mobilisations très importantes ont aujourd'hui

lieu dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Le 19 mai dernier, 50% des enseignants étaient en grève contre la réforme du collège unique et contre les politiques d'austérité imposées aux établissements scolaires. Deux journées de grèves ont également été massivement suivies dans les hôpitaux au cours des deux dernières semaines, notamment à l'APHP de Paris avec des manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes.

Usagers ou salariés, du public comme du privé : solidarité !

Ces combats menés par les personnels de la santé ou de l'Éducation nationale concernent toute la société. Même sans travailler dans l'un de ces secteurs, nous subissons tous de plein fouet la dégradation des services publics. De plus, nous subissons les mêmes attaques que celles auxquelles font face ces salariés ! Dans le secteur social, les coupes budgétaires se font également lourdement sentir et les conditions de travail deviennent de jour en jour plus difficiles avec des effectifs de plus en plus lourds et un temps de travail qui n'a de cesse de s'allonger. Le 11 juin prochain, les enseignants et les hospitaliers sont de nouveaux appelés à la grève. Cette journée doit être une première étape dans la construction d'un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs contre la politique du gouvernement. Le 25 juin, une date de grève aura également lieu dans le sanitaire et le social. Nous devons massivement participer à ces échéances qui constituent les premiers points d'appui pour mettre ce gouvernement des patrons en déroute ! C'est tous et toutes ensemble, dans la rue, que nous gagnerons !

P.3 : Réforme des diplômes : casse de nos formations et de nos conditions de travail / Vers une transformation managériale et gestionnaire de l'ensemble du travail social

P.5 : Prise en compte immédiate ! Pas de mineur à la rue!

Retour sur la situation et la mobilisation des MIE à Paris

P.7 : Casse du social, renfort de l'armée: L'impérialisme à la française

P.8: Brèves



Nouvelle loi sur le renseignement: SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE ET INTERROGATIONS PROFESSIONNELLES

Une loi liberticide et sécuritaire

C'est juste après les événements tragiques de début janvier, et en se servant de l'émotion générée, que le gouvernement a choisi de présenter sa loi sur le « renseignement » à l'assemblée nationale en procédure d'urgence. Pas un « Patriot Act » nous disent-t-ils. Pourtant le texte du projet de loi relatif au renseignement n'a pas pour but la protection des résidents sur le territoire. Ce texte propose en effet une surveillance généralisée de la population. Ce projet en plus d'entériner des pratiques illégales par les services secrets, met en place, dans de nombreux domaines de la vie sociale, des méthodes de surveillance lourdement intrusives. Nous sommes toutes et tous concernés !

Des travailleurs sociaux, « outils » de la surveillance ?

Au-delà de ce qui concerne tout à chacun, ce projet a également un impact majeur pour nous, travailleurs et travailleuses sociales. En effet, nous sommes soumis au secret professionnel par mission et/ou par profession. Or, par la collecte de données massives, c'est bien ce secret professionnel, et ainsi la confidentialité que l'on peut offrir, qui n'est plus garanti. Alors faudra t'il déposer nos portables dans les réfrigérateurs avant nos entretiens comme dans le film Citizenfour ? Enfin, nous rappelons que les travailleurs et travailleuses sociaux n'ont pas vocation à prévenir le terrorisme ni la délinquance. L'une de nos missions est d'agir sur des situations de danger en termes de protection de l'enfance.

La mise en place obscure de cette loi, et l'absence de contrôle efficace est inquiétante. Tout un chacun pourra voir ses données personnelles récupérées, ce qui laisse présager des heures sombres à venir pour les personnes que nous accompagnons : dans un contexte de contrôle social, où l'éducation spécialisée se transforme en prévention de la délinquance, où les bénéficiaires des aides sont vu comme des profiteurs ; ce projet de loi vient renforcer la politique sécuritaire et liberticide du gouvernement, toujours au service des riches et des capitalistes.

L'ÉTAT DE SURVEILLANCE



Fête du NPA 92 nord
Vendredi 19 juin 19h à 2h
3 place du Général Leclerc à Levallois
Ligne 3, arrêt Anatole France

Repas et
soirée festive
MEETING
avec des militants
de secteurs en lutte
EN FINIR AVEC LE
SYSTÈME CAPITALISTE



Réforme des diplômés : casse de nos formations et de nos conditions de travail

Vers une transformation managériale et gestionnaire de l'ensemble du travail social

Un contexte particulier

Le contexte social et politique actuel est marqué par la crise économique et les politiques austéritaires qui se développent partout. Le but de l'austérité étant de faire payer la crise à la majorité de la population mais jamais aux plus riches. D'après l'INSEE en 2015, la France compte 6 014 300 chômeurs, toutes catégories confondues. Le nombre d'allocataires de l'ASS (Allocation Solidaire spécifique) est passé à 400 000 et le nombre de bénéficiaires du RSA socle passe à 1.7 million de personnes.

De plus, la privatisation guette l'ensemble des services publics, comme c'est déjà le cas dans les Universités depuis 2007.

Le contexte est enfin marqué par la pénurie de stages dans l'ensemble des structures du social, due au défaut de financement du gouvernement !

Une méthode faussement démocratique

D'abord les états généraux du travail social s'annonçaient comme de la poudre aux yeux, comme un semblant de concertation. Cependant, ces débats envisagés avec une sélection des participants et un cloisonnement des discussions par région n'ont jamais eu lieu ! La volonté d'écouter et de prendre en compte l'avis et le point de vue des acteurs de terrains, des salariés et de leurs syndicats a été inexistante.

De plus, l'UNAFORIS, Union Nationale des Associations de Formation et de Recherche en Intervention Sociale qui est l'association regroupant les principales directions d'écoles du travail social, a proposé un projet pour les formations du social concernant les validations et les certifications des filières, agissant ainsi en « meilleur ami du gouvernement ». Un nouveau modèle sera de rigueur: « Le Modèle Combiné ».

Enfin, un semblant de conversation a été initié par une députée PS, Mme Bourguignon, dont le véritable rôle était de canaliser la colère de l'ensemble du monde du travail social, qui voit ses conditions de travail dégradées et ses formations évoluer dans le mauvais sens....

Un démantèlement des formations...

Les formations se veulent plus universitaires, la théorie doit prendre le pas sur la pratique en réduisant les temps et le nombre de stages ; les filières différentes n'existeront plus laissant place à un tronc commun puis à des spécialisations en dernière année. Nous n'apprendrons plus nos métiers, nous apprendrons comment étudier, comment passer des partiels et comment apprendre nos cours. Un tronc commun effaçant les spécificités de nos missions ne fera pas de nous des professionnels mais simplement de bons élèves.

Si nos formations professionnalisantes sont fondées sur les stages, les acquis du terrain c'est aussi parce que nos métiers demandent de se confronter à l'humain. Il est nécessaire pour nous d'avoir des heures de pratique complémentaires avec la grande théorie.

Nous ne sommes pas que des travailleurs sociaux, nous sommes assistants de service social, nous sommes conseillers en économie sociale et familiale, nous sommes éducateurs spécialisés, nous sommes éducateurs de jeunes enfants, nous sommes moniteurs éducateurs... Nous portons chacun dans nos filières, des missions et des rôles différents auprès des gens. Tout en étant complémentaires. Il s'agit donc de la fin des spécificités de métier, allant vers un travailleur social unique...et gestionnaire de la misère ! En effet, la fin du stage long comme fondement de la formation est également mise sur le tapis...illustrant nos craintes quant à l'universitarisation de nos formations !

...et de l'ensemble du secteur

Cette réforme va donc déshumaniser nos métiers. Nous serons interchangeables entre métiers donc au final déqualifiés ! Les travailleurs de formation de niveau 3 seront des gestionnaires de projets, des coordinateurs d'équipe, des petits managers quand les formations de niveaux inférieurs seront propulsés en première ligne auprès des publics accompagnés, souvent en étant pas assez formés et sous-payés ! Et que dire de l'efficacité de notre travail, de nos interventions sociales et éducatives... C'est donc l'ensemble de l'accompagnement social qui est tiré

par le bas alors que les besoins sont immenses.

Ce qu'il faudrait, c'est réinvestir massivement dans le travail social et dans les services publics. Embaucher massivement et arrêter de tout sacrifier au profit des économies budgétaires. Aujourd'hui, le gouvernement est prêt à investir pour permettre aux patrons de licencier plus facilement ou d'embaucher des mineurs sans cotisation sociale. Il est prêt à casser l'avenir des jeunes comme les conditions de travail des salarié.e.s ou encore investir massivement dans l'armée au détriment des droits fondamentaux. Il apparaît donc important de réaffirmer pour nous que nos vies, travailleurs et personnes accompagnées, valent plus que leurs profits !

Organisons la résistance

Pour stopper la politique du gouvernement et cette réforme néfaste, il apparaît très nécessaire de résister tous ensemble, de sortir de l'isolement, de libérer la parole et de s'autoriser le droit d'agir et de revendiquer.

Dans tous les centres de formations, dans les asso', dans les boîtes comme dans les fonctions publiques, nous devons dès lors organiser la résistance, nous lier les uns aux autres, tourner nos syndicats vers l'action...

Enfin, le 25 juin aura lieu une manifestation des secteurs medico, medico-social et social. Il s'agit du jour d'une réunion qui actera la refonte des diplômes. Soyons nombreux à exprimer notre colère. Cette date doit marquer le début d'une contestation massive contre cette réforme dangereuse.

Dernière minute :

La DRJCSJ vient de publier une circulaire qui permet maintenant de faire des stages qui ne se déroulent plus auprès des publics accompagnés. Il sera donc possible de se former, sans contact avec les publics !! Cela confirme notre analyse et nos craintes : des travailleurs sociaux gestionnaires de projets, une déconnexion progressive entre le terrain et l'élaboration, entre ceux qui agissent et ceux qui pensent, une casse de nos diplômes et de nos métiers.



**TOUS MOBILISES CONTRE LA REFORME.
TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 25 JUIN !**



Prise en charge immédiate ! Pas de mineur à la rue!

Retour sur la situation et la mobilisation des MIE à Paris

Les MIE : des mineurs fuyant la guerre et la misère du système capitaliste

Les mineurs isolés étrangers (MIE) sont des enfants de moins de 18 ans fuyant leur pays d'origine, séparés de leurs parents. Beaucoup viennent d'Afrique de l'ouest et d'Afghanistan, pays ravagés par les politiques impérialistes de la France et d'autres pays occidentaux. Les guerres qu'elles génèrent touchent avant tout les populations civiles. Du Mali, ils doivent traverser le Sahara, puis la Libye qui est un pays en guerre, où les alliés des pays impérialistes mènent une politique raciste contre les noirs et les tuent dans la rue car ils sont accusés d'être les anciens alliés de Kadhafi. Ils traversent ensuite la Méditerranée sur des coques de noix dont les naufrages dramatiques font de temps en temps la une des journaux... Ceux qui viennent d'Afghanistan, gagnent le Pakistan puis l'Iran et la Turquie, en faisant des milliers de kilomètres accrochés sous des camions, jusqu'à la Grèce et l'Europe.

Ces frontières que les marchandises et les capitaux franchissent allègrement, sont devenues de plus en plus dangereuses pour qui cherche une protection ou d'autres conditions pour vivre (3400 morts en 2014 en Méditerranée selon Amnesty). L'Europe « forteresse », à travers l'agence Frontex fait le bonheur des trafiquants d'êtres humains, c'est également elle qui menace des vies et viole des droits. La Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés interdit en effet de refouler des personnes en recherche de protection et les règles du droit international de la mer impose des obligations de sauvetage. L'UE, « externalise » ses frontières, c'est-à-dire qu'elle déporte et reporte le contrôle de ses frontières bien en amont de celle-ci. Ce transfert se fait sans égard pour la situation des droits humains dans ces États (Libye, Maroc...). Ainsi, elle viole l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui donne le droit aux personnes de quitter librement un territoire et d'y revenir.

Un défaut de prise en charge sur fond de racisme

« Les Etats s'engagent à assurer à l'enfant la protection (...) nécessaire à son bien-être », selon la Convention Internationale des Droits de l'Enfant

Malgré toutes ces épreuves, chaque année des MIE arrivent en France. Leur prise en charge est prévue par la loi, mais l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), qui dépend du conseil de Paris prétend le manque de moyen pour ne rien faire, alors que Paris fait partie des villes les plus riches du monde. Du coup des mineurs isolés étrangers se retrouvent à dormir dans les rues de Paris ! Pour se nourrir, ils sont obligés de se reposer sur des initiatives associatives !

Ce n'est pas une question de moyens, mais bien de choix politiques ! L'agence Frontex (européenne) a vu passer son budget de 6 millions d'euros en 2005 à 114 millions d'euros en 2014 (Amnesty). De plus, il existe au moins 130000 logements vides à Paris. Dans les lycées parisiens, il y a des milliers de m² d'anciens logements de fonction pour lesquels le rectorat paie l'entretien et les charges, et qui sont vides. La loi permet déjà leur réquisition pour servir aux gens en besoin. Cependant, réquisitionner des logements ou des infrastructures inoccupées paraît inconcevable dans l'esprit des politiques qui préfèrent défendre le droit à la propriété privée et les intérêts de ceux qui ont tout, plutôt que le bien être de mineurs vivants dans la rue dans une précarité totale. Au cœur de l'Europe, il y a plus de 11 millions de logements vides, c'est-à-dire trois fois plus que de sans abris, mais on préfère laisser les gens mourir dans la rue (plus de 453 morts dans la rue en 2013 en France). De plus, Hollande a fait le choix de l'austérité et de réduire les dotations auprès des collectivités territoriales dont les conseils départementaux, en charge de l'ASE. Son gouvernement a choisi également de faire 60 milliards de cadeaux aux patrons pour soi disant créer des emplois.

Nous refusons cette logique. Nous refusons que les MIE soient abandonnés à leur sort. C'est ainsi que le Jeudi 26 février 2015, une cinquantaine

de mineurs et leurs soutiens ont occupé dès 16h la permanence d'accueil et d'orientation pour les mineurs isolés étrangers (PAOMIE), pour exiger la prise en charge immédiate des MIE comme le prévoit la loi.

Nous dénonçons aussi les conditions d'accueil des MIE à la PAOMIE, passage obligé pour obtenir - éventuellement - une prise en charge à l'Aide Sociale à l'Enfance de Paris. Les évaluations de la PAOMIE et le traitement judiciaire de ces jeunes sont plus qu'arbitraires reposant sur : l'interrogatoire du jeune, l'analyse suspicieuse des documents et les fameux tests osseux... pourtant reconnus par tous, experts compris, comme étant non fiables ! Par tous, sauf une majorité de députés, qui ont décidé, mardi 13 mai 2015, de maintenir ces tests, en première lecture de la proposition de loi sur la protection de l'enfance. De plus, les MIE de Paris se voient refuser toute inscription scolaire du fait de la rétention des résultats des examens par le CASNAV (Centre Académique pour la Scolarisation des enfants allophones Nouvellement Arrivés et des enfants issus de familles itinérantes ou de Voyageurs) depuis mi-janvier 2015 !

Une lutte exemplaire

A la suite de l'occupation de la PAOMIE, la lutte des MIE c'est vue exposé au grand jour ainsi que l'hypocrisie de la Mairie de Paris. Les jeunes relèvent la tête, désignent des délégués et campent à l'initiative du 115 Du Particulier et du Collectif 127 devant la PAOMIE. Puis, ils décident de rejoindre le campement installé Place de la République à l'initiative du DAL (Droit Au Logement) le 31 mars 2015.

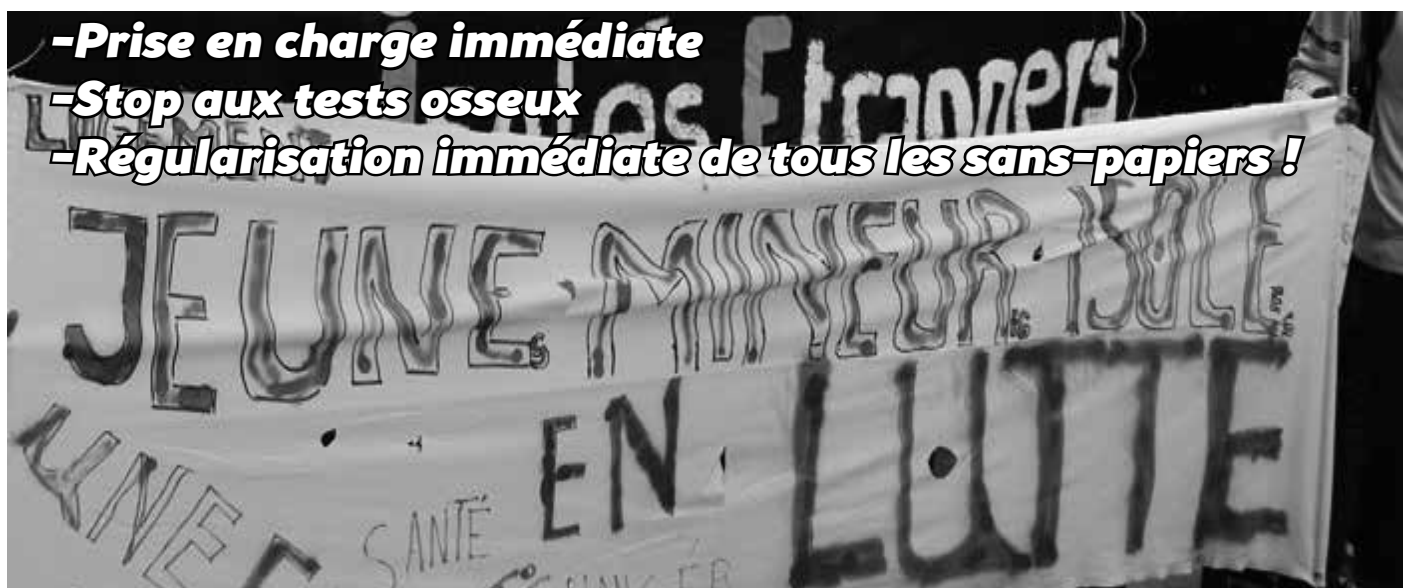
Après 4 mois (dans la rue et sur le campement) de lutte des opprimés, qui se sont

organisés eux même, élisant leurs délégués mais aussi en organisant des discussions collectives, soutenu par un collectif unitaire, le Collectif 127, constitué d'association (DAL, 115 Du Particulier, Bread and Roses), de syndicats (Solidaire, CGT PJJ, SNPES-PJJ FSU...) des partis politiques (AL, NPA, PG, Ensemble !), c'est enfin une victoire ! Le 24 avril, les 43 mineurs isolés étrangers ont obtenu du ministère du Logement leur hébergement dans un foyer.

Cette victoire est un désaveu pour la politique de la mairie de Paris qui, non content de les laisser à la rue, pensait rendre invisibles ces jeunes. Elle montre également que la jeunesse peut faire reculer la mairie ou le gouvernement, et mettre en échec leurs stratégies de masquer le mécontentement suscité par leurs politiques.

Néanmoins, cela ne reste pas suffisant. Malgré un premier pas, le combat est loin d'être terminé ! Ces jeunes ont besoin d'une réelle prise en charge ! Nous ne pouvons pas nous satisfaire de ces pseudo-solutions de bricolage qui ont pour effet de morceler la problématique de ces jeunes. Qu'en est-il de leur suivi éducatif ? De leur suivi médical ? De leur insertion sociale et culturelle ? De leurs démarches administratives ? D'ores et déjà, syndicats, associations et partis nouveaux souhaitent adhérer au collectif 127, pour lui donner une dimension nationale, ce problème existant dans tous les départements.

Nous ne sommes qu'au début de la lutte, alors continuons le combat afin que les droits de chaque MIE soient enfin respectés !!!



Austérité pour le social ;

Augmentation du budget pour l'armée

Casser et détériorer les droits sociaux pour renforcer l'impérialisme

Finalemment, de l'argent il y en a ?

Récemment, le président Hollande a annoncé une augmentation du budget du Ministère de la Défense d'un total de 3,8 milliards d'euros afin de « pour faire face aux besoins sécuritaires et à la lutte antiterroriste ». Ce budget sera ponctionner sur ceux du logement et de l'éducation ! Il s'agit d'un choix budgétaire très grave ! Que le gouvernement actuel ait appuyé sans honte le tournant sécuritaire entamé sous la présidence de Nicolas Sarkozy est un fait. Que ce même gouvernement aille plus loin en participant activement au démantèlement du tissu social bénévole et professionnel pour réinjecter l'argent économisé dans un objectif sécuritaire et liberticide est alarmant. Les ressources totales du budget 2015 s'élèvent à 31,4 milliards d'euros. Alors que les associations, notamment dans le champ médico-social, ferment à une vitesse alarmante, alors que la prévention spécialisée est menacée dans son essence même, alors que les stagiaires du travail social peinent à faire valoir leur droit d'être gratifiés (la loi ne prévoyant pas de budget fléché pour les structures concernées) ; l'Etat envoie un message très clair à travers ces choix politiques.

Il est fini le temps des colonies ?

Le mois de mai est par ailleurs un mois de glorification militaire et de célébration de l'armée française, visant à rendre hommages aux « héros de guerre » ayant combattu, apparemment disent-ils, pour des idéaux de liberté. Pourtant l'armée n'est en rien un facteur de paix, puisque ses principales missions sont le maintien de l'ordre oppressif, ainsi que de servir les intérêts capitalistes des états et des entreprises.

Glorifier l'armée française donc. Mais l'histoire de la guerre nous est transmise d'un point de vue européen, d'un point de vue français : quand l'Etat se décidera-t-il à avouer, condamner et tenter de réparer les atrocités commises pendant la guerre d'Algérie ? Quand cet Etat assassin voudra-t-il revenir sur les participations aux conflits armés, aux guerres, et s'avouera les exactions commises à ces moments par la soit disant glorieuse armée française ? Partout en France, on voit des stèles dédiées aux soldats, jusque dans les plus petites communes.

Mais rend-on hommages aux personnes que l'armée française a massacré au nom de l'état ? On se souviendra que l'armée française a depuis longtemps fait appel, de gré mais surtout de force, à des soldats venus des colonies. Suite aux guerres mondiales, la France s'est engagée dans diverses guerres, prétextant la défense d'une idéologie et une certaine vision du monde. Cette vision du monde place la France au centre d'un monde qu'elle croit encore diriger et guider.

La France et son armée peinent à s'avouer que l'empire français n'est plus. L'état d'esprit colonialiste et impérialiste qui a eu cours se dissout lentement mais reste toutefois très présent, comme le prouvent les interventions récentes en Syrie, au Mali, en Côte d'Ivoire ou République Centre Africaine. Les différentes intrusions européennes (et françaises) sur le continent Africain, qu'il s'agisse de l'envoi de troupes pour participer à des conflits locaux, ou du pillage encore d'actualité des ressources naturelles, économiques et humaines sont le fruit d'une vision néocolonialiste, paternaliste et de fait raciste des relations internationales.

L'armée française est ainsi le bras armé et pacificateur (dans le sens le plus violent du terme) de ces politiques de mépris des pays et des populations africaines. En faisant preuve d'ingérence dans les anciens territoires colonisés par l'empire français, l'état français perpétue la tradition impérialiste qu'il a lui-même mis en place. L'armée n'est pas innocente dans la mise en œuvre de cette politique, puisqu'elle y participe activement. Mais cet état de fait est avant tout symptomatique : malgré un discours répandu voulant invoquer Les Lumières, voulant faire croire que la France est le pays des droits de l'homme et niant l'hypocrisie de la devise républicaine, la France reste avant tout un pays paternaliste qui n'hésite pas à considérer les nations et les populations étrangères comme des enfants qui auraient encore et éternellement besoin du Grand Etat Français. N'oublions pas qu'il y a moins de 10 ans des politiciens et politiciennes ont sérieusement parlé de « rôle positif de la colonisation ».

Le racisme d'état est donc loin d'être un vestige du passé, tous ensemble combattons le !

Conseil Départemental 94

Près de 100 personnes le 2 juin en AG pour continuer la mobilisation des AS et des Educ sur le 94 contre la surcharge de travail et la dégradation de leurs conditions.... Face à la pression exercée sur les salariés par la hiérarchie, avec menace de sanction pour "refus de tâche", les salariés répondent par avis de grève reconductible afin de protéger tout salarié qui appliqueraient les décisions de ne plus effectuer un certain nombre de tâches. Une caisse de grève est mise en place afin de leur payer leurs jours de grève et de pouvoir tenir sur la durée. Deux après-midi sont prévues comme des moments forts de la mobilisation avec grève et rassemblement devant la direction: le 11 juin tout d'abord puis le jour des négociations ! Les salariés mobilisés continuent également de se rassembler un jeudi sur deux lors des « jeudi ce que je veux » devant la direction du conseil départemental. Ce n'est qu'un début !

Mobilisation contre la fermeture d'un foyer de l'ASE 75 à Pontourny

A l'appel de tous les syndicats, 300 agents des Établissements Départementaux de l'Aide Sociale à l'Enfance de Paris, se sont rassemblés mercredi 27 mai devant le parvis de l'Hôtel de Ville, pour dénoncer la fermeture du Centre Éducatif et de Formation Professionnelle de Pontourny. Ce site d'une capacité de 42 places, accueille des jeunes Mineurs Étrangers Isolés et doit cesser son activité d'ici juin 2016, à la demande de Hidalgo. Cette mobilisation d'ampleur pour ce secteur d'activité, a été soutenue par des élus, des associations de défense des MIE, ainsi que d'anciens résidents de Pontourny. La Mairie maintient la fermeture de ce site, pire elle a annoncé que d'autres établissements suivraient ! Les personnels avec les étudiants et les associations d'usagers, n'ont d'autre solution que de se mobiliser et de continuer la lutte, contre la casse de la protection de l'enfance !

APHP

Dans la période d'austérité actuelle, le gouvernement fait le choix de réduire drastiquement les budgets alloués aux secteurs de la santé et du social. Dans les hôpitaux, notamment à l'AP-HP, le gouvernement impose un plan de « réaménagement des 35 heures ». Les hospitaliers auront donc moins de jours de RTT et une charge de travail qui augmente du fait des suppressions de postes. Face à cette situation, les hospitaliers de l'AP-HP refusent de se laisser faire! Des AG se sont tenues dans la plupart des hôpitaux. Malgré la restriction du droit de s'absenter

pour faire grève et aller manifester, à cause des réquisitions des personnels soignants, deux journées de grève ont eu lieu les 21 et 28 mai et des manifestations ont rassemblé plusieurs centaines d'hospitaliers. Une nouvelle date de grève nationale a été appelée pour le 11 juin et s'annonce d'ores et déjà comme une date de mobilisation massive dans le secteur.

Nouvelle direction à l'IRTS de Montrouge

L'IRTS de Montrouge est symbolique pour deux raisons principales : c'est d'un côté un « laboratoire » des futures réformes avec ses partenariats avec l'Université, de l'autre un bastion de mobilisations depuis plusieurs années.

La nomination de Y. GRIMALDI, suite au départ de l'ancienne direction, à la tête de l'IRTS Montrouge interroge. Ce Monsieur, auteur de DÉMARCHES QUALITÉ ET IDENTITÉ PROFESSIONNELLE EN CONFLIT, Quand le management par la qualité s'impose à des formateurs en travail social, est l'ancien directeur du pôle insertion de Aurore. Association/entreprise mastodonte qui remporte tous les appels d'offre dans l'insertion, absorbe des petites structures et est connue pour ses restructurations brutales pour les salarié.e.s.

Si l'objectif de sa nomination est de permettre une meilleure application de la future réforme, nous espérons fortement qu'il trouvera les étudiant.e.s et les formatrices mobilisé.e.s sur son chemin....

IUT Bobigny

La promotion Carrière Sociale – Parcours Educateur Spécialisé- de cet IUT est dans une impasse. N'ayant pas pu obtenir d'agrément afin d'être présentées au DE, une vingtaine d'étudiant.e.s se voit empêcher de poursuivre sa formation. Il s'agit d'une des seules formations publiques et gratuites sur la région parisienne. Après les problèmes de stages et les abandons forcés de formation, notamment pour les plus précaires d'entre nous, c'est encore des collègues laissés sur le carreau....

Vers une grève à la rentrée ?

Les deux dernières années ont été marquées par des mobilisations importantes pour des stages gratifiés pour tous. La situation de pénurie de stage risque très fortement de se reproduire voir de s'amplifier à la rentrée. Si nous voulons sauver nos formations, nous devons donc à nouveau nous mobiliser !

Pour gagner il faudra une mobilisation collective partout, dans toutes les écoles ! Il faudra des Assemblées Générales, des AG inter-écoles ! Pour gagner il faudra une forte auto-organisation des étudiant.e.s, et un lien fort de convergence avec l'ensemble des travailleurs de notre secteur.